

AOC lundi 2 janvier 2023

INTERNATIONAL

Quand la démocratie israélienne se retourne contre elle-même

Par Amélie Férey

POLITISTE

Après sept semaines de tractations, Benjamin Netanyahu a présenté jeudi son nouveau gouvernement. L'accord de la coalition convenu après les dernières législatives donne à plusieurs figures de l'extrême-droite anti-arabe, ouvertement raciste, théocratique et homophobe, des ministères-clés. De nombreux intellectuels mais aussi certaines institutions disent leur inquiétude de voir mourir la démocratie israélienne.

Dans une conversation avec la philosophe italienne Giovanna Borradori engagée à la suite des attentats du 11 septembre 2001, Jacques Derrida développe la comparaison entre la vulnérabilité des démocraties et les maladies auto-immunes. De même que le corps peut se retourner contre les cellules censées le protéger des maladies, la démocratie peut se retourner contre elle-même et attaquer mortellement ses garde-fous, au premier rang desquels l'état de droit et la primauté

Benjamin Netanyahu aurait été bien inspiré de se rappeler de cette leçon avant de faire alliance avec la liste « Sionisme religieux » (*HaTzionut HaDatit*), nouvelle force politique ayant obtenu 14 sièges aux dernières élections du 1^{er} novembre dernier, les cinquièmes en trois ans. Certes, leurs résultats sont sans appel : après 18 mois dans l'opposition, Benjamin Netanyahu, l'infatigable leader du Likoud,

revient au pouvoir. En dépit des trois affaires de corruption pour lesquelles il est aujourd'hui mis en cause, sa formation a obtenu 32 sièges sur 120 à la Knesset.

Il a ainsi pu annoncer la composition du 37^e gouvernement d'Israël au président Isaac Herzog vingt minutes avant le délai fixé, et après sept semaines d'intenses tractations entre les partis formant la coalition. Ce retour se fait cependant au prix d'une alliance qui laisse songeur sur l'avenir de la démocratie israélienne. La liste « Sionisme religieux » rassemble en effet le courant mené par Bezalel Smotrich, qui se voit confier le ministère des Finances en alternance avec le leader du Shas Aryeh Deri, condamné pour fraude fiscale, et celui du parti Puissance juive (*Otzma Yehudit*), dirigé par Itamar Ben Gvir.

Ce dernier n'hésite pas à déclarer son admiration pour Baruch Goldstein^[1] et exige d'assouplir les règles d'engagement de la police des frontières vis-à-vis des Palestiniens pour leur permettre de tirer à balles réelles – il avait ainsi déclaré sur *Galei Tshal*, la radio militaire : « Je ne dis pas qu'il faut leur tirer une balle dans la tête, mais au moins dans la jambe. »^[2]. Sa nomination au poste au ministère de la sécurité nationale lui donnera une certaine latitude pour réaliser ce programme. Bezalel Smotrich appelle quant à lui de ses vœux une théocratie israélienne mettant fin à l'indépendance du pouvoir judiciaire et ambitionne d'ôter la compétence de la Haute cour de Justice de contrôle de constitutionnalité des lois la *Knesset*^[3]. Nommé au ministère des finances et à un ministère additionnel au sein du ministère de la défense, il demande la nomination par le gouvernement des juges, y compris de ceux siégeant à la Cour suprême.

Bezalel Smotrich a également proposé l'abolition du délit de « fraude et d'abus de confiance », dont est justement accusé Netanyahu dans les trois dossiers pour lesquels il est mis en cause. Un tel agenda avait déjà été porté, dans une version certes moins radicale, par Ayelet Shaked, au sein du parti Droite (*Yamina*) codirigé par Naftali Bennett. Alors ministre de la Justice, elle s'était mise en scène dans un clip de campagne de 2019 se parfumant d'un flacon portant l'inscription « fascisme », se targuant que cela « sentait comme la démocratie », au motif que pour elle, son programme de « contrôle de la Cour suprême » donnait réellement le pouvoir au peuple. La commission parlementaire de la réforme du système judiciaire, présidée par un député d'*Hatzionut Hadatit*, a la charge de concrétiser un tel projet politique.

La responsabilité du Likoud dans l'émergence de « Hatzionot HaDatit »

Comment Israël, se présentant volontiers comme « la seule démocratie du Moyen Orient », en est arrivée là ? Pour mesurer la gravité de la situation politique actuelle, il est nécessaire de revenir sur la crise politique que le pays traverse depuis 2019. Bien qu'elle soit, comme souvent, multifactorielle, la responsabilité du Likoud dans l'accès au pouvoir de partis attaquant les institutions et les valeurs de la démocratie libérale ne doit pas être minimisée.

Les élections de 2019 ont été provoquées par la chute de la coalition dirigée par Benjamin Netanyahu à la suite d'un désaccord portant sur le cessez-le-feu avec le Hamas conclu trop vite au goût d'Avigdor Liberman, ministre de la Défense entre 2016 et 2018 et chef du parti « Israël, notre maison » (*Israel beitanu*) d'obédience nationaliste et libérale. Ce dernier critiquait également l'exemption accordée aux étudiants ultra-orthodoxes du service militaire. On retrouve là deux sujets clés balisant l'impasse politique dans laquelle se trouve aujourd'hui Israël, soit l'absence de réponse politique face à l'aspiration nationale palestinienne et l'interrogation sur le poids politique donné à la religion juive au sein des institutions démocratiques.

Ces élections à répétition sont également le résultat d'une forte personnalisation du pouvoir exercé par le leader du Likoud, qui a eu pour effet de réduire le débat politique à un référendum portant sur sa personne. Cette personnalisation s'est traduite par une pratique du pouvoir centralisée, au mépris du bon fonctionnement des institutions, « Bibi » ayant occupé simultanément jusqu'à quatre portefeuilles dont certains régaliens (ministère des Affaires Étrangères, de la défense...), au détriment de débats politiques de fond qui accompagnent une bonne pratique du pluralisme politique en démocratie.

Une double polarisation

Utilisant systématiquement le dénigrement et la délégitimation de ses opposants, Benjamin Netanyahu a contribué à fortement polariser la société israélienne, à son bénéfice. Il a fait le pari d'une communication politique reposant sur la notion de loyauté, comprise comme une docilité, en assimilant toute critique à son encontre à une critique d'Israël, voire à de l'antisémitisme^[4]. Ce clivage est visible au sein de

la population juive israélienne, entre partisans et opposants de Bibi. La diabolisation de la gauche israélienne, dont Benjamin Netanyahu jugeait qu'elle a « oubliée d'être juive »¹⁵¹, illustre cette polarisation à outrance et la responsabilité de ce dernier dans l'émergence de la figure du « traître » dans le discours politique israélien, vocable désignant les partisans des droits civiques.

En 2018, Hagai El-Ad, directeur de Bt'selem, une organisation de défense des droits humains, avait ainsi prononcé un discours à l'ONU, avertissant que : « Les efforts en cours pour légiférer contre les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme vont maintenant de pair avec la routine dans laquelle l'opposition à l'occupation est assimilée à une trahison. » Les réactions des responsables israéliens ont donné le ton : Benjamin Netanyahu l'a qualifié de « honte » tandis que l'ambassadeur d'Israël à l'ONU l'assimilait à un « collaborateur ». Cette rhétorique violente vis-à-vis d'une opposition politique légitime dans un régime démocratique fondé sur le débat d'idée participe d'un climat délétère dans lequel toute opposition est conçue comme une menace. Les militants des manifestations hebdomadaires organisées depuis 2018 au nom du slogan : « *prime minister = crime minister* » sont ainsi régulièrement pris à parti et violentés par les partisans de Netanyahu.

En décembre dernier, cette politisation autoritaire de la notion de loyauté s'est concrétisée par [l'expulsion de l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri](#) par la ministre de la Justice Ayelet Shaked pour « défaut d'allégeance », permis depuis la loi État nation de 2018. Depuis l'occupation par Israël de Jérusalem-Est en 1967, plus de 14 000 Palestiniens ont ainsi vu leur résidence révoquée, la municipalité ayant fixé dans son « plan Jérusalem 2000 » un « ratio de 70 % de Juifs et 30 % d'Arabes » – les Palestiniens étant aujourd'hui près de 40 %.

Cette polarisation touche également les rapports entre majorité juive et minorité arabe au sein d'Israël. Les émeutes inter-ethniques lors de l'opération « Gardien des murs » de mai 2021 à Gaza ont été nourries par des années de discours politiques délétères dressant ces populations les unes contre les autres. Itamar Ben Gvir a proposé que les citoyens non juifs d'Israël signent une déclaration de « loyauté », vis-à-vis de l'État d'Israël, renonçant à toute position critique¹⁶¹. Miri Reguev, ancienne porte-parole de Tsahal promue ministre de la culture par Bibi Netanyahu, avait en son temps instauré une politique de « loyauté » des artistes, conditionnant les subventions de l'État à la fréquence des performances dans les

colonies en Cisjordanie et mettant en place des comités en vue de systématiser le contrôle des productions audiovisuelles, y compris documentaires, financées par l'État. La [polémique](#) suscitée par le film Farah de Darim Salam, narrant la guerre de 1948 du point de vue d'une jeune fille Palestinienne, atteste de leur permanence

Ces débats avaient déjà surgi en 2018 avec l'adoption de la loi État-nation, voulue par Netanyahu, qui introduit dans l'ordre juridique israélien une distinction entre citoyenneté et nationalité, réservée aux citoyens juifs. Pour beaucoup, ce texte formalise la situation d'*apartheid* dans laquelle vivent les Palestiniens. Dans ce contexte, le discours politique de la liste « Sionisme religieux » est ouvertement colonial et inquiète quant au respect des droits civiques. Le 37^e gouvernement accorde à Bezael Smotrich des pouvoirs conséquents en Cisjordanie, dont l'approbation des constructions de colonies et la permission de démolitions de bâtiments palestiniens.

Théocratie contre démocratie

Dans ce contexte, le programme politique ayant triomphé des urnes le 1^{er} novembre dernier entérine la radicalisation anti-libérale de la politique israélienne. Alors que 45% des Israéliens se déclarent non pratiquants^[1], l'utilisation accrue d'un référentiel religieux comme marqueur identitaire se traduit politiquement dans la montée en puissance d'une droite influencée par le sionisme religieux au détriment de sa composante plus laïque. Pour le dire autrement, la jonction entre nationalisme et religion représentée par Ben Gvir nourrit le soutien à une colonisation, qui devient également un marqueur d'identité politique essentiel. Ces électeurs, déçus par le bilan de Naftali Bennett, premier ministre de 2021 à 2022, lui-même un fervent partisan de la colonisation, et héritier du parti national religieux (PNR), se sont tournés vers une personnalité plus radicale, jugée plus à même de défendre leurs intérêts.

Tel le golem, Benjamin Netanyahu a utilisé les partis religieux pour consolider son pouvoir politique, au risque aujourd'hui que la créature ne lui échappe et érode les garde-fous démocratiques. Il est responsable d'avoir normalisé ces courants à l'agenda explicitement anti-libéral pour construire ses coalitions, ce qui a eu pour effet symbolique de légitimer leur discours, et pour effet matériel de leur faire obtenir des leviers politiques essentiels. Lors de ses douze années continues à la tête du gouvernement, il a fait des concessions dont la société israélienne paie

aujourd'hui le prix : en échange de leur participation au gouvernement, les mouvements orthodoxes *Shas* et *Agoudat Israël* ont développé des réseaux d'éducation parallèles. La forte croissance démographique de la frange *haredim*, conjuguée à la démission de l'Etat sur l'éducation dispensée aux orthodoxes ont permis un recul substantiel de l'éducation démocratique, clé de la diffusion des valeurs permettant un vivre ensemble. Les ultra-orthodoxes sont ainsi 59 % et les sionistes-religieux 46 % à considérer que la dimension démocratique est trop présente.^[8]

Cette religiosité et ce soutien à la colonisation, dont l'idéologie est messianique, ne permet pas un règlement du conflit israélo-palestinien, conçu comme un problème « sécuritaire » nécessitant l'emploi de la force militaire. Là aussi, les divergences au sein de la classe politique sont davantage de degré plutôt que de nature. Lapid et Gantz partagent la vision nationaliste et sécuritaire défendue par la coalition actuelle. L'offre politique proposée en 2019 par Benny Gantz au sein de Bleu blanc (*Kahol Lavan*), un parti libéral et sioniste, prônait-elle aussi la « manière forte » vis-à-vis des Palestiniens. Son clip de campagne vantait ainsi les « exploits » de l'ancien chef d'état-major à Gaza, ayant tué 1364 terroristes et rendu Gaza à « l'âge de pierre » (sic). Yair Lapid quant à lui, qui représente l'alternative libérale dans un contexte d'effondrement de la gauche, s'était déclaré personnellement opposé au mariage interreligieux (par ailleurs juridiquement impossible en Israël) et a renoué lors de ses six mois de mandature avec une politique d'assassinats ciblés, notamment lors de l'opération « Aube naissante » visant le Jihad islamique en août dernier.

La fin de la démocratie libérale israélienne ?

La question se pose donc de l'appartenance d'Israël à la grande famille des démocraties libérales. L'imagination des théoriciens du politique est mise à l'épreuve pour qualifier la démocratie juive : alors que les plus optimistes s'y réfèrent en parlant de démocratie ethnique, d'autres parlent de démocrature, de démocratie autoritaire ou illibérale, voire de « fascisme juif », comme le fait la sociologue Eva Illouz dans les colonnes du *Monde*^[9]. Zeev Sternhell, l'un des penseurs israéliens les plus éminents, spécialiste de la montée du fascisme en Europe, avait alerté en 2018 sur la détérioration du système politique israélien dans les mêmes colonnes^[10].

Il serait tentant de penser que ces élections ne signifient pas la fin de la démocratie israélienne mais simplement de sa version libérale, qui ne serait qu'une des modalités de celle-ci. Or, il faut se prémunir de l'erreur sur la gravité de la maladie politique dont est atteinte la démocratie israélienne : la démocratie libérale est née sous la plume des fédéralistes américains, soucieux d'instituer un système de contre-pouvoirs (les « *checks and balances* ») capable de contraindre « la tyrannie de la majorité » au respect des libertés individuelles. Cet arrangement institutionnel instaure une sécurité « *by design* » dirait-on aujourd'hui, en partant du principe que tout homme utilisant du pouvoir est porté à en abuser, et qu'il est donc nécessaire de garantir des libertés à l'individu face à la volonté du groupe.

Ces libertés – d'opinion, d'expression, de religion, de mouvement – sont nécessaires à la *société* démocratique, conçue cette fois au sens de Tocqueville, soit comme une compréhension commune du monde, un partage de valeurs fondamentales et une « égalisation des conditions ». Dans son ouvrage *De la Démocratie en Amérique*, il propose ainsi une double définition de la démocratie, comme arrangement institutionnel, mais également comme type de société. Ainsi, le florilège de néologismes tentant de classer ces « démocraties illibérales » ne doivent pas masquer le changement de « logiciel » politique que représenterait une traduction institutionnelle du programme du « Sionisme religieux ». La perte de vitesse des valeurs fondant le creuset démocratique, soit l'adhésion à un idéal égalitaire et la garantie des libertés individuelles, mettent en péril la société démocratique israélienne, au-delà des attaques institutionnelles. Reste donc ouverte la question de leur permanence dans ce contexte.

Amélie Férey

POLITISTE, CHERCHEUSE AU CENTRE DES ETUDES DE SÉCURITÉ ET
COORDINATRICE DE SON LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR LA DÉFENSE
(LRD)